L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 75 RUE DE CHARTRE

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 3 JUIN.

Go to Danziger's.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le 25me anniversaire de l'épiscopat de Pie IX.

Les catholiques de la Nouvelle-Orléans avaient fixé au 13 mai dernier, jour anniversaire du Pape, la manifestation de l'amour de leur sympathique dévouement pour leur chef, mais c'est le 2 juin que Pie IX a été consacré évêque. Un Te Deum sera chanté aujourd'hui en vertu de l'ordre suivant :

ARCHEVÊCHÉ DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Le dimanche, 3 juin, étant le cinquantième anniversaire de la consécration épiscopale de Pie IX, nous ordonnons que le Te Deum soit chanté aujourd'hui, et prions les révérends curés de faire célébrer, après la grand'messe, un service solennel d'action de grâces, en union avec tous les catholiques qui dans le monde entier célébreront, par des actions de grâces, ce glorieux anniversaire.

Le Souverain Pontife ayant accordé une indulgence plénière aux personnes qui, ce jour-là, approcheront des sacrements, nous exhortons vivement les fidèles à profiter de cette faveur spirituelle qui leur est offerte.

Nouvelle-Orléans, 26 mai 1877.

† J. F. PERCHE,
Archevêque de la Nouvelle-Orléans

Un volontaire qui veut se faire payer.

Voici un fait assez curieux parce qu'il est le seul entre deux mille. Ce soir un des membres des compagnies qui ont offert leur service au gouvernement de Nicholls, à partir du 9 janvier, est reçu pour la plupart des nominations de députés-shérifs, qui avaient pour objet de les soustraire d'une autorité non contestée par le gouvernement de Packard.

Or, l'un des membres d'une de ces compagnies, nommé Benito Solarche, vient d'intenter un procès au shérif Thos H. Handy, pour lui réclamer $146, avec intérêt, montant du salaire qui serait dû à un député-shérif à raison de $60 par mois du 10 janvier 1877 au 23 mars.

Le demandeur allègue que la législature a alloué de grandes sommes d'argent pour couvrir les dépenses du Shérif &c.

La prétention de M. Benito Solarche nous paraît insoutenable, en droit et en équité, et nous pensons que la Sixième Cour de District devant laquelle l'affaire est portée, sera de notre avis.

Réception et profession religieuses.

Samedi dernier, 2 juin, à 7 heures du matin, Miles Anna Woolfolk, de Paducah, Ky., et Ellen O'Brien, de la Nlle-Orléans, ont fait leur profession solennelle, dans la chapelle du Couvent de la Miséricorde de Ste Alphonse. Le Rév. Frédéric Faivre officiait, assisté du Rév. P. Wald-dom. Miles Mary Hofferman et Mom O'Rork ont reçu en même temps l'habit religieux. Ces jeunes personnes en nommant maintenant en religion sœurs Marie Raphaël, Marie Bernard, Marie Elisabeth et Marie Juliane.

Le Très Rev. Père P. Meagher, commissaire général de l'Ordre du Carmel, aux Etats-Unis, a prononcé un éloquent sermon sur les devoirs et les avantages de la vie religieuse. Il a terminé en disant : "Sortez d'au milieu d'eux, et je vous recevrai", qu'il traita comme une invitation adressée à ceux que Dieu a choisis et appelés à son service.

Quarantaine et stations du Bureau de Santé.

Dans la dernière séance du Bureau de Santé, la question de la quarantaine a été discutée longuement et sur motion du Dr Taylor, il a été résolu que le gouverneur serait invité à lancer une proclamation établissant une quarantaine contre certains ports sous la zone de fièvre.

Le Dr Austin a appelé l'attention sur le danger d'infection provenant de navires trafiquant le long de la côte du golfe, particulièrement à l'île au Vaisseau.

Le Dr Austin a présenté une résolution invitant le secrétaire du Bureau à appeler l'attention des inspecteurs des comtés de Hancock et Harrison, Mississippi, sur la nécessité d'établir à la Baie de St-Louis, à Mississippi City et à Biloxi une quarantaine contre les personnes venant de l'Ile aux Vaisseaux. La résolution a été adoptée.

L'élection des médecins qui seront chargés des stations des Rigolets et de l'Atchafalaya a été, sur la motion du M. Nott, remise à la prochaine séance. Les postulants sont les docteurs J. A. Smith, Norman et Herodon.

Une communication du Dr Finney, médecin résidant à la station du Mississippi, appelle l'attention du Bureau sur la nécessité de réparer les bâtisses et d'acheter de nouveaux bateaux de quarantaine.

Un comité a été nommé pour visiter ces bâtisses et faire un rapport. Les Drs. Chopin, Tanney, Jones et le col. Hardee forment ce comité.

Le Dr Chopin a dit qu'il n'y avait pas d'acide carbolique pur en cette ville et qu'il faudrait en faire venir.

Le président et le secrétaire ont été autorisés à demander des offres pour fournir l'acide No 3 de Calvert.

Une résolution a été adoptée autorisant la nomination d'un comité qui se rendra auprès du Conseil pour insister sur le montant du budget présenté par le Bureau.

La loi pour le payement des taxes arriérées de ville.

Nos lecteurs sont familiers avec la loi passée par la dernière Législature instituée : Acte de secours pour les contribuables de la Nlle-Orléans ; pour absorber la dette flottante, les coupons d'intérêt non payés, les warrants et tous les titres de dette et autres réclamations contre la ville et pour autoriser la ville de la Nlle-Orléans à recevoir tels titres de dette en payement de certaines taxes dues avant le 1er janvier 1876.

L'interprétation suivante des clauses de cette loi a été adoptée par le gouvernement de ville : afin de pouvoir de ses concessions il est nécessaire que les taxes de 1876 et 1877 soient payées.

Les taxes de 1900 à 1878 inclusivement, payables en toute obligation valide de la ville. Tous les intérêts sont remis. Les frais de greffe et d'impression payables en toute obligation valide de la ville.

1874.

30 c. { Payables en coupons ou en coupons à moitié payés des bons consolidés de la municipalité.

{ Payables en coupons à moitié payés de bons à 10 0/0 de 1871.

70 c. { Payables en tous coupons à moitié payé de toute année et ordonnances pour intérêt sur les bons dûs.

80⅓ { Payables en scrips de 1874.

44⅓ { Payables en certificats de police, paraphés par Frank When tou, qui les vérifiera.

{ Payables en certificats d'école, paraphés par J. O'Brien, secrétaire du Bureau d'école

$2 50 Intérêt, impression et frais de greffe payables en scrips de 1874.

1875.

$1 12½ payables en monnaie courante.
65⅔ " en scrips de 1875.
50⅓ " en certificats de police métropolitaine vérifiés comme ci-dessus.
25 " certificats d'école vérifiés comme ci-dessus.

$2 50

Intérêt, impression et frais de greffe payables en scrip de 1875. L'intérêt commence sur les taxes dues de 1876, au 31 mars 1876 et en 1877 à partir du 31 mars 1877.

Les taxes dues de 1877 seront annoncées.

Autres nominations approuvées.

Le gouverneur a approuvé les sentences de mort dans les affaires d'Adrien Evêque et Antonio Parenza, tous deux convaincus du crime de meurtre. Prononcé la Cour Supérieure Criminelle de la paroisse d'Orléans. L'exécution est fixée pour le 15 juin.

Marché immobilier.

L'activité se maintient sur le marché foncier et les ventes ont un résultat satisfaisant ; ce qui prouve que l'échec de la taxe pour le chemin de fer du Pacifique n'a pas affecté défavorablement la propriété. Loin de là, nous croyons que la confiance est plus grande qu'auparavant car le peuple a prouvé par son vote qu'il entendait que la propriété fut respectée.

En témoignage de ce fait, nos lecteurs seront charmés de connaître le produit de quelques ventes faites la semaine dernière à la Bourse St Charles :

Le magasin en briques à trois étages, connu sous le nom de l'Annexe, rue Royale, entre Dauphine et Iberal, a rapporté..... $36,000

Le résidence haute en bois No 324, rue Jackson, entre les rues Carondelet et Brainard..... 4,500

Six lots rue Carondelet, entre Jackson et Phillips..... 10,000

Deux double cottages et deux lots, rue Brainard..... 9,000

La Spendmuti Coffee House sur la Levée, entre St James et Céleste. 9,925

Vingt lots de terre dans Pilot par les rues Cadiz, Jean, Magazine et Claiborne..... 4,550

Le cottage en coin des rues Rousseau et Tchoupitoulas..... 3,600

Police de la police.

Patrick Stanton, employé durement dans un duel, a été remercié du corps de police, d'ordre public par le maire Wiltz, et nommé officier de police métropolitaine en remplacement de Stanton.

L'officier Gaspard, pour avoir tenu une conduite brutale envers Pat Stanton, a été suspendu et puni par une amende d'un dollar.

L'officier de police P. Weber a été, pour cause d'ivrognerie, renvoyé de la force.

Le juge M. Dend pour avoir tenu un langage inconvenant et irrespectueux envers un officier supérieur, vient d'être condamné à la prison à perpétuité et à une amende de $1 000.

Le juge Dend a été, pour toute sa vie, privé de ses droits de citoyen.

UNE ENQUÊTE AUDITORIALE.

Déposition de George H. Johnson, comptable.

Interrogé par M. Allen, M. Johnson dit : comme je l'ai déclaré dans une occasion précédente, je refuse de dire si j'ai ou si je n'ai pas en ma possession des livres ou papiers appartenant au bureau de l'auditeur ; la législature en vertu d'une résolution conférant le droit de prendre possession de ces livres.

M. Allen.—La loi vous oblige de faire un rapport à l'assemblée générale. Avez-vous maintenant un rapport pour l'année 1877 et refusez-vous de le remettre en ce moment ?

M. Johnson.—Je n'ai pas refusé de donner le rapport au comité, car je n'ai pas encore terminé mon rapport, et je refuse de dire si ces livres en question sont été emportés du Bureau de l'Auditeur je refuse de dire où ils ont été déposés.

Répondant à M. Keating, M. Johnson déposa : Je n'ai jamais refusé de montrer quand il n'y avait pas d'allocation. J'ai toujours conféré avec l'avocat-général afin de m'assurer de la légalité de chaque warrants sur lequels le Conseil Suprême a eu à prononcer. Il fut décidé par cette Cour que l'état simplement un officier ministériel, sans pouvoir judiciaires. Je ne me rappelle pas les déclarations qui ont été faites par ordre de cour et d'autres fois sur l'opinion des officiers ministériels. Dans l'affaire de l'émission de quelques warrants sur lesquels la Cour Suprême a eu à prononcer, il fut décidé par cette Cour que l'état simplement un officier ministériel, sans pouvoirs